



Mémoire de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Sur l'examen sur l'avenir de Postes Canada

Présenté au groupe de travail établi par la ministre des Services publics
et de l'approvisionnement

23 juin 2016

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-0311

Sans frais : 1 877-897-0057

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal – 2^e trimestre 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-89639-324-4

Introduction

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec est la centrale syndicale la plus importante au Québec avec plus de 600 000 membres dans l'ensemble des secteurs d'activité économique et des régions québécoises. Son affilié, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) représente 10 500 personnes salariées chez Postes Canada au Québec. La FTQ appuie les efforts du STTP pour le maintien et la bonification du service postal. Nous intervenons au nom de l'ensemble de nos membres ainsi que pour les citoyens et les citoyennes qui ont à cœur le maintien de ce service public essentiel.

En 2013, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a décidé de graduellement mettre fin à la livraison du courrier à domicile dans tous les milieux urbains et de la remplacer par des boîtes postales communautaires. Cette mesure inique, en plus d'être inapplicable, constituait une attaque en règle contre les travailleurs, les travailleuses et la population de manière générale. Pour le moment, le gouvernement libéral a décrété un moratoire sur l'arrêt de la livraison postale et a annoncé en mai dernier un examen sur l'avenir de Postes Canada. Nous souhaitons profiter de cette occasion pour vous faire part de nos observations et pour formuler quelques recommandations. Nous espérons que le groupe de travail et le gouvernement en tiendront compte.

D'abord, nous exigeons la préservation de services postaux publics, accessibles et universels. De tels services sont essentiels pour l'économie et contribuent au maintien d'emplois de qualité. Ensuite, nous souhaitons que l'offre de services de Postes Canada soit bonifiée afin de répondre aux besoins de la population et de générer de nouveaux revenus. L'ajout de services financiers constitue selon nous une option qui présente énormément d'intérêt. Finalement, nous estimons qu'il existe des solutions afin que Postes Canada contribue à la lutte contre les changements climatiques.

Le processus de consultation

Le mandat de l'examen sur l'avenir de Postes Canada consiste à « garantir à la population canadienne un service de qualité [...] à un prix raisonnable¹ ». Pour le mener à terme, le gouvernement a mis sur pied un groupe de travail qui sera notamment responsable d'effectuer des recherches, d'examiner la situation financière de Postes Canada, de recueillir les opinions des citoyens et des citoyennes, de déterminer des options viables et la possibilité de développer de nouveaux secteurs d'activité. Ce groupe de travail produira un document de consultation qui servira de base au dialogue entre le public et un comité parlementaire composé de députés qui devra formuler des recommandations au gouvernement.

¹ GOUVERNEMENT DU CANADA, *Examen sur l'avenir de Postes Canada*, 5 mai 2016, [En ligne] [nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1061389] (Consulté le 3 juin 2016).

Bien que nous ne soyons pas contre la recherche d'économies et d'une plus grande efficacité, ces enjeux ne doivent pas monopoliser les discussions. Au lieu de constamment remettre en question la façon dont Postes Canada s'acquitte de son rôle et de tenir un discours catastrophiste sur sa santé financière, il faudrait plutôt procéder à une évaluation rigoureuse des nouveaux services qui pourraient être offerts par la société d'État, et ce, dans l'optique de répondre aux besoins de la population et de créer des emplois.

De plus, la prudence reste de mise en ce qui a trait aux prévisions financières, surtout lorsqu'elles s'inscrivent dans le long terme. L'étude du Conference Board concernant Postes Canada prévoyait un immense déficit d'un milliard de dollars en 2020. Une telle démonstration avait permis de justifier la fin de la livraison du courrier à domicile. Or, de telles prévisions manquent parfois de fiabilité. Par exemple, la société d'État a engrangé des profits de 94 M\$ en 2012 alors que le Conference Board anticipait un déficit d'environ 250 M\$ pour la même année. L'avenir de Postes Canada ne doit pas uniquement reposer sur des prévisions qui pourraient s'avérer erronées quelques années plus tard. Et surtout, elles ne doivent pas servir de prétexte pour réduire les services à la population ou pour supprimer des emplois.

L'on constate une certaine homogénéité dans la composition du groupe de travail puisque les membres proviennent surtout du milieu des affaires. Il n'y a aucun représentant du mouvement syndical ou d'organismes de la société civile. L'organisme duquel la présidente du groupe de travail est issue, soit la Fédération des chambres de commerce du Québec, fait la promotion de la réduction de la taille de l'État et d'une plus grande place du secteur privé dans les services publics, notamment en santé. La composition du groupe de travail nous inquiète fortement, car nous craignons que ce dernier, en rédigeant le document de consultation, oriente le dialogue dans une direction contraire aux intérêts de la majorité des citoyens et des citoyennes.

Alors que les conservateurs et Postes Canada ont agi de manière unilatérale en mettant fin à la livraison du courrier à domicile, le gouvernement actuel a choisi de consulter la population avant d'entreprendre des réformes. Nous saluons ce changement d'approche. Selon la documentation sur l'examen de mandat, le comité parlementaire mènera des consultations auprès de la population. Nous espérons que les citoyens et les citoyennes autant du milieu urbain que rural pourront s'exprimer sur l'avenir de Postes Canada, et ce, lors d'audiences publiques. Après tout, la société d'État est redevable à la population. Nous souhaitons également que le processus soit le plus ouvert possible et que le document de consultation ne vienne pas limiter les discussions, notamment en abordant seulement les façons de couper dans les services sans parler de la diversification des services.

Aussi, nous déplorons la confusion en ce qui a trait à la consultation des organisations. Les dates d'échéance pour la soumission de mémoires et pour rencontrer le groupe de travail

² STEWART-PATTERSON, Davis, Vijay GILL et Crystal HOGANSON, *L'avenir du service postal au Canada*, Le Conference Board du Canada, rapport, avril 2013.

étaient loin d'être claires et n'ont été dévoilées qu'un mois après l'annonce de l'examen de mandat. De telles façons de faire ne contribuent pas à renforcer la confiance des organismes participants à cet exercice.

Un service postal public, universel et accessible

Le mandat d'examen vise à évaluer si la société d'État offre des services de qualité à un prix raisonnable. Sans être contre la vertu, nous souhaitons rappeler que Postes Canada n'est pas une entreprise comme les autres. Il s'agit d'une société d'État qui offre un service public essentiel pour l'économie du pays permettant aux citoyens et aux citoyennes de l'ensemble des régions d'avoir accès à des services à un coût raisonnable. Considérant la nature publique de Postes Canada, elle ne saurait être assujettie à une logique de profit. C'est pourquoi nous tenons à réitérer notre opposition la plus complète à sa privatisation ou à toute mesure qui pourrait y mener. À cet égard, nous nous réjouissons du fait que le gouvernement ait écarté cette option.

Nous demeurons inquiets quant à toute velléité de déréglementer le service postal ou d'introduire davantage de concurrence, et ce, surtout par rapport à la poste-lettre. Selon la loi, Postes Canada détient le privilège exclusif « de recueillir, de transporter et de distribuer les lettres à leurs destinataires respectifs³ ». Ce privilège est toutefois limité puisqu'il ne comprend pas, entre autres, la livraison de colis et de publicités. Cela permet à la société d'État de réaliser des revenus afin d'offrir un service abordable dans l'ensemble des régions. En plus de permettre le maintien d'un service postal public, universel et accessible, cela constitue aussi un élément important contribuant à l'autonomie financière de la société d'État.

D'après une étude européenne, l'ouverture des administrations postales à la concurrence s'est avérée un désastre⁴. Les partisans de la déréglementation ont fait miroiter une baisse de prix, une amélioration des services et de la création d'emplois. Les réformes n'ont pas eu l'effet escompté. Pire encore, elles ont occasionné des pertes d'emplois, une détérioration des conditions de travail et une baisse de la rémunération pour les travailleurs et les travailleuses de ce secteur. La déréglementation du service postal n'est donc pas dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes ainsi que des travailleurs et des travailleuses.

Nous demandons également le rétablissement du service de livraison du courrier à domicile pour tous ceux et celles qui l'ont perdu depuis l'annonce des conservateurs en 2013. D'après les résultats d'un sondage commandé par le STTP, la majorité des citoyens et des citoyennes du

³ POSTES CANADA, *Guide des postes du Canada*, 11 janvier 2016, p.1, [En ligne] [www.canadapost.ca/tools/pg/manual/PGcpc-f.pdf] (Consulté le 4 juin 2016).

⁴ HERMANN, Christoph, « The Liberalisation of European Postal Markets and the Impact on Employment and Working Conditions », *Forschungs- und Beratungsstelle Arbeitswelt (FORBA)*, 5 décembre 2013, [En ligne] [www.forba.at/data/downloads/file/911-FB_03_2013.pdf] (Consulté le 9 juin 2016).

Canada s'opposent au remplacement de la livraison à domicile par la livraison à des boîtes postales communautaires⁵.

Dans un contexte de réduction de l'envoi de lettres, certains pourraient être tentés de mettre fin à la livraison quotidienne pour plutôt la limiter à quelques jours par semaine. La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Judy Foote, a d'ailleurs fait allusion à de telles mesures à plusieurs reprises⁶. Cette situation n'est pas acceptable parce que cela affaiblit les services publics et rend Postes Canada moins compétitive. Cela ouvre la porte, de manière indirecte, à la privatisation de Postes Canada. Nous demandons donc le maintien d'un service de livraison complet et quotidien.

Permettez-nous également de souligner l'importance du service postal pour l'emploi. À l'échelle canadienne, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses qui œuvrent dans le secteur des services postaux. Toute révision du mandat de Postes Canada doit non seulement avoir pour objectif de protéger les emplois, mais aussi à en créer davantage dans le cadre d'un élargissement de l'offre de services.

Élargir l'offre de services

En raison de changements technologiques, l'envoi de lettres par la poste est en constante diminution. Devant ce constat, certains préconisent une augmentation des prix ou une réduction des services. Selon nous, il ne faut pas aller dans cette direction. Avec 6300 points de vente à l'échelle du Canada, il existe un potentiel énorme pour instaurer de nouveaux services. Cela permettrait de répondre à des besoins réels, de générer des revenus, de créer de bons emplois et de réinvestir dans les services. L'expérience internationale démontre qu'il existe une panoplie de solutions viables. Le document de consultation, qui sera produit par le groupe de travail, devrait avant tout se pencher sur le développement de nouveaux secteurs d'activité pour Postes Canada.

D'abord, à l'instar de plusieurs administrations postales dans le monde, Postes Canada pourrait offrir des services bancaires, ce qu'elle faisait d'ailleurs jusqu'en 1968. Cela permettrait d'augmenter les profits de la société d'État et de stimuler le développement économique en région. D'ailleurs, une étude du Centre canadien des politiques alternatives montre que plusieurs administrations postales de pays similaires au Canada ont déjà une banque postale, ce

⁵ SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES, « La majorité des Canadiens et Canadiennes veulent le maintien de la livraison du courrier à domicile », communiqué, 20 mai 2014, [En ligne] [www.sttp.ca/multimedia/website/publication/French/PDF/2014/2014-05-20_mr_fr.pdf] (Consulté le 13 juin 2016).

⁶ BUZZETTI, Hélène, « Toutes les options reviennent sur la table », *Le Devoir*, 6 mai 2016, [En ligne] [www.ledevoir.com/politique/canada/470216/livraison-du-courrier-toutes-les-options-reviennent-sur-la-table] (Consulté le 3 juin 2016).

qui génère une partie importante de leurs revenus⁷. De plus, cela permettrait de favoriser l'accès à des services à faible coût pour ceux et celles qui n'ont pas de compte dans une banque ou dans une caisse populaire, soit près d'un million d'individus au Canada selon certaines estimations⁸. Soulignons que l'accès à des services financiers peut s'avérer particulièrement difficile dans les régions éloignées.

D'après les segments non caviardés d'une étude réalisée par Postes Canada, obtenue par le *Blacklock's Reporter*, la mise sur pied de services financiers serait une stratégie gagnante (*win-win strategy*)⁹. Afin d'éclairer les débats sur l'avenir des services postaux, Postes Canada doit rendre publics tous les documents portant sur cette question. Nous demandons au groupe de travail ainsi qu'au gouvernement de considérer l'offre de services financiers avec sérieux et de l'inclure dans le document de consultation afin que les citoyens et les citoyennes puissent en discuter.

Ensuite, Postes Canada pourrait offrir des services de proximité. Dans un contexte de vieillissement de la population, les facteurs et les factrices pourraient contribuer au maintien à domicile des personnes âgées et améliorer leur qualité de vie grâce à de courtes visites visant à s'assurer qu'elles se portent bien. En cas de problème, il y aurait un signalement auprès des organismes responsables, notamment les CLSC.

Aussi, le commerce électronique engendre une hausse remarquable du nombre de colis. Afin d'éviter la multiplication des camions de plusieurs compagnies sur les routes, Postes Canada pourrait être responsable de la dernière portion de la livraison, ce qui est déjà le cas avec FedEx pour les petites villes et les collectivités rurales. Une telle mesure permettrait notamment de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Finalement, nous estimons que les points de vente de Postes Canada pourraient devenir un lieu de convergence pour les communautés. L'on pourrait par exemple louer les locaux inutilisés à des producteurs ou des artisans afin qu'ils puissent vendre leurs produits. De telles mesures favoriseraient la cohésion sociale ainsi que le développement de l'économie des régions.

Cette série de propositions est loin d'être exhaustive. Le STTP a d'ailleurs réalisé une liste plus complète des services pouvant être offerts par Postes Canada¹⁰.

⁷ ANDERSON, John, « Pourquoi le Canada a besoin de services bancaires postaux », *Centre canadien de politiques alternatives*, octobre 2013.

⁸ *Ibid.*, p.30.

⁹ KORSKI, Tom, « Canada Postal Banks “Win-Win”, Secret Records Show », *Blacklock's Reporter*, 10 février 2014, [En ligne] [www.blacklocks.ca/canada-postal-banks-win-win-secret-records-show] (Consulté le 6 juin 2016).

¹⁰ SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES, *Un service postal pour tous*, [En ligne] [www.sttp.ca/sites/default/files/revenue-generating-quality-fr.pdf] (Consulté le 3 juin 2016).

S'inscrire dans la transition vers une économie verte

Contrairement aux conservateurs de Stephen Harper, le gouvernement libéral semble vouloir s'impliquer dans la lutte contre les changements climatiques. Bien que des cibles de réduction des émissions de GES adéquates se fassent toujours attendre, le gouvernement a joué un rôle déterminant dans l'adoption d'un accord lors de la Conférence de Paris. Afin de prouver son sérieux en matière de changements climatiques, il doit envoyer un signal très clair en faveur de la livraison à domicile puisqu'il s'agit de l'option la plus écologique. En effet, la livraison d'un colis par Postes Canada émet de trois à cinq fois moins de GES qu'un aller-retour au centre commercial en voiture et jusqu'à six fois moins que la livraison le jour suivant par messenger¹¹. L'instauration de boîtes postales communautaires, en plus de causer une panoplie de problèmes, engendre une hausse des émissions de GES puisque les citoyens et les citoyennes utilisent leur voiture pour ramasser leur courrier.

Certes, les services postaux ne constituent pas le secteur le plus intense en carbone de l'économie, mais dans la lutte contre les changements climatiques tous les efforts comptent. Les véhicules de la flotte de Postes Canada, qui utilisent majoritairement de l'essence et du diesel, ont parcouru 79 millions de kilomètres en 2013¹². La société d'État a également recours à des hydrocarbures, dont le mazout, pour chauffer ses bâtiments. Cette situation fait en sorte que Postes Canada émettait environ 200 000 tonnes de CO₂ en 2015¹³. L'avenir de la société d'État et de l'humanité de manière générale passe par une réduction importante des émissions de GES afin d'éviter les pires conséquences des changements climatiques.

D'ailleurs, ce ne sont pas les solutions qui manquent afin que la société d'État s'engage directement dans la transition vers une économie plus propre et durable. Le STTP et plusieurs autres groupes de la société civile ont élaboré une vision de ce que pourrait devenir Postes Canada dans un document intitulé *Vers des collectivités durables*¹⁴. Les solutions qui y sont proposées permettraient de répondre aux besoins des populations, de réduire les émissions de GES et de favoriser le développement local et régional. Autrement dit, elles s'inscrivent dans un développement véritablement durable. Voici quelques mesures qui pourraient être instaurées dans les prochaines années :

¹¹ POSTES CANADA, *Rapport sur la responsabilité sociale 2011 de Postes Canada*, Ottawa, p.16.

¹² POSTES CANADA, *Projet de remplacement de la flotte de 150 000 véhicules des services postaux canadien et américain*, juin 2015, p.3, [En ligne] [www.transportail.com/pdfdoc/142/postes-canada_142.pdf] (Consulté le 13 juin 2016).

¹³ POSTES CANADA, *Rapport sur la responsabilité sociale 2015*, Ottawa, p.9.

¹⁴ SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES POSTES et al., *Vers des collectivités durables – Postes Canada peut devenir le carrefour de convergence de notre avenir économique*, 2016.

- ▶ Élargir le service de livraison à domicile considérant qu'il s'agit de l'option la plus écologique et la moins émettrice de GES;
- ▶ Confier à Postes Canada la dernière portion de la livraison de colis, ce qui ferait diminuer les prix et les émissions de GES;
- ▶ Installer des bornes de recharge pour véhicules électriques à tous les bureaux de poste, ce qui rendrait plus attrayant l'achat de tels véhicules pour la population;
- ▶ Remplacer les véhicules de livraison par des véhicules électriques ou hybrides fabriqués au Canada;
- ▶ Consentir des prêts aux particuliers, notamment pour des mesures comme la rénovation écoénergétique;
- ▶ Réunir les consommateurs et les producteurs locaux. L'achat local entraîne une réduction des émissions de GES et stimule l'économie des régions.

La FTQ recommande donc que le document de consultation examine de plus près le rôle que pourrait jouer Postes Canada dans la transition vers une économie plus verte et durable.

Conclusion

La FTQ et ses syndicats affiliés tiennent à rappeler le caractère essentiel du service postal et l'importance de le préserver. Considérant la composition du groupe de travail, nous demeurons inquiets pour la suite des choses. Nous espérons que le gouvernement reconnaîtra le rôle essentiel du service postal pour les communautés et les entreprises et qu'il annulera la décision d'abolir la livraison du courrier à domicile. Au lieu d'une sempiternelle remise en question du rôle de Postes Canada, nous croyons qu'il faut centrer les discussions autour de la bonification de l'offre de services. Que ce soit la mise sur pied d'une banque postale, l'instauration de services de proximité ou la réduction des émissions de GES de Postes Canada, ce ne sont pas les idées qui manquent. Nous espérons que le groupe de travail tiendra compte de nos propositions et que ces dernières seront incluses dans le document de consultation afin que les citoyens et les citoyennes puissent en prendre connaissance.

CLÉ/yh
Sepb-574
23-06-2016